

produits, les manufactures ne sont pas assez encouragées, et elles ne peuvent pas prospérer ; mais dans un pays où les productions abondent, les manufactures doivent être florissantes ; elles aideront le cultivateur, comme, à son tour, le cultivateur les soutiendra. Les "Associations de Crédit Agricole" offrent le seul moyen que nous connaissions de mettre occasionnellement par des prêts d'argent, les cultivateurs en état d'améliorer leurs terres. La garantie serait ample, puisqu'elle serait fondée sur les biens des cultivateurs par tout le pays. Il ne serait pas possible de trouver une meilleure garantie que celle-là. La valeur des propriétés qui sont entre les mains des cultivateurs de la province du Canada, y compris leurs terres, leurs bâtimens, leurs animaux domestiques, leurs instrumens aratoires, etc., ne peut pas être de moins de cinquante à soixante millions de livres, courant. A qui donc pourrait-on fournir avec plus de sûreté, ou moins de risque, les moyens d'exercer leur profession avec succès ? Il n'y a que le système de prêt ou d'avance de fonds dont nous parlons qui puisse leur convenir. Il est généralement admis que le système de crédit de caisse, ou prêt d'argent, établi en Ecosse, a été le principal moyen d'améliorer l'agriculture de ce pays. Ce système a réussi admirablement pour les banques et pour les fermiers qui y ont eu recours. Il n'est pas étonnant que l'agriculture soit si arriérée ici, vu combien peu on a fait pour ses intérêts. Les cultivateurs possèdent un très grand montant de valeurs fixées dans le pays, et après tout, nous ne leur voyons aucun moyen sûr de se procurer des fonds, pour les fins les plus nécessaires ou les plus utiles, et très souvent ils se trouvent ruinés, faute de pouvoir se procurer une petite aide, ou hors d'état de faire des améliorations qui doubleraient leurs produits annuels. Toutes ces choses méritent d'être considérées sérieusement, si l'avancement et la prospérité du pays sont à désirer. Nous pouvons sug-

gérer des mesures que nous croyons propres à avancer le bien-être du pays, mais si ces suggestions n'aboutissent à rien, autant nous vaudrait-il garder le silence. A tout événement, que des individus de notre population, ou des émigrés arrivés dans ce pays, nous laissent pour passer aux Etats-Unis, ce n'est pas en conséquence de quelque défaut dans notre sol, ou de quelque inconvénient dans notre climat. Quoique nous n'ayons qu'un port de mer, et que ce port soit fermé pendant quatre ou cinq mois par les glaces de l'hiver, il n'y a pas sur ce continent de pays qui pourrait être plus productif et plus florissant que le Canada, si ces habitans savaient tirer le meilleur parti possible de ses vastes ressources. Quant à ce qui regarde l'économie rurale, ou les sources de prospérité agricole, nous prendrons la liberté de dire que le travail d'un homme ou d'un cheval, judicieusement employé ici en agriculture, créera une aussi grande somme de produit que dans les Iles Britanniques, ou dans quelque partie que ce soit de l'Amérique du Nord que nous avons vue, ou dont nous avons entendu parler. Qu'y a-t-il donc pour induire des gens d'ici à laisser le pays pour aller chercher une fortune meilleure dans les Etats voisins ? Une grande portion des produits obtenus dans les Etats-Unis, en partie par le travail des émigrés d'Europe et des émigrans du Canada, est exportée dans la Grande-Bretagne. Quelle est la cause qui nous empêche d'employer ces émigrans, et de recueillir, au moyen de leur travail, sur un sol meilleur, des produits qui puissent être exportés dans la Grande-Bretagne ? Ce qui nous manque, c'est l'argent, c'est l'habileté nécessaire pour l'employer utilement : mais d'où vient ce manque d'argent et d'habileté, et qu'est-ce qui nous empêche d'avoir l'un et l'autre, aussi bien que nos amis de l'autre côté de la ligne de 45° ? On peut garantir ici tout emprunt nécessaire à l'amélioration et au progrès du pays, d'une manière aussi am-